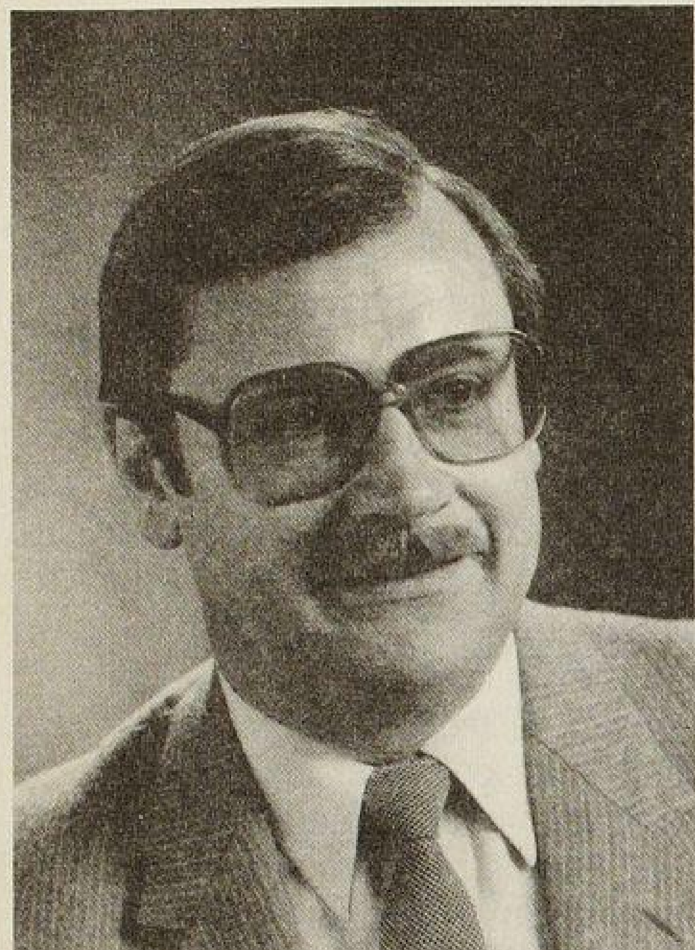
ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

V[e] CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE



# Charles MIOSSEC

42 ANS

DÉPUTÉ SORTANT

**R**assemblement **P**our la **R**épublique

# UNION POUR LA NOUVELLE MAJORITÉ

*Madame,*
*Mademoiselle,*
*Monsieur,*

Le 19 Mars 1978, vous m'avez confié à une très large majorité, malgré des conditions difficiles, la charge de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Depuis, sans relâche, je me suis efforcé, avec Madame CAILL, de servir cette région et ses habitants, sans distinction d'aucune sorte. J'ai le sentiment d'avoir toujours œuvré dans l'intérêt général.

Aujourd'hui, je me présente à nouveau à vos suffrages.

Le 10 Mai dernier, les Françaises et les Français ont élu un nouveau Président de la République. Ils ont ainsi manifesté leur volonté de changement.

La question est aujourd'hui de savoir comment et jusqu'où il faut changer. J'ai, pour ma part, l'intime conviction que dans leur très grande majorité, nos concitoyens ne veulent pas changer de société. Or, le risque existe, si du moins les prochaines Elections Législatives donnaient la majorité parlementaire au Parti Socialiste et au Parti Communiste.

Il est donc capital que dans l'esprit et dans le respect de la Constitution, la Majorité Nouvelle puisse assurer à la France le changement sans risques.

Tel est l'enjeu des Elections Législatives : OUI au changement de politique, NON au changement de société.

*Charles MIOSSEC.*



## Madame MARGUERITE CAILL

52 ANS

**Maire de Plouzévédé**

REMPLAÇANT

Sciences Po / fonds CEVIPOF

L'enjeu du 14 juin est d'autant plus important, que le Président élu le 10 Mai a su fort habilement éviter de nous parler de son projet pour la France.

Pourtant, à qui s'est donné la peine d'étudier de près le « PROJET SOCIALISTE », sur lequel s'est appuyée la compagne du candidat MITTERRAND, les choses sont claires :

INÉVITABLEMENT, INEXORABLEMENT, par la logique même des mesures proposées, nous allons vers le découragement de l'initiative individuelle, la résignation et finalement l'abandon.

Tout système économique cohérent repose sur trois piliers essentiels, réclamant entre eux un certain équilibre.

- Un appareil **PRODUCTIF, générateur de richesses.**
- Un Service Public, assurant les mêmes chances pour tous.
- Une Administration, coordonnant l'ensemble et organisant la solidarité nationale.

Il n'y a pas de miracle en ce domaine : si l'on diminue les capacités productives de la nation, il est bien clair que l'on se prive du même coup des possibilités d'assurer le progrès social et la solidarité nationale, car tout simplement il y aura moins de richesses à répartir.

Or, le « projet socialiste » est parfaitement éloquent à cet égard :

**En ce qui concerne les Entreprises :**

- Le secteur bancaire entièrement nationalisé sera soumis **avec RIGUEUR** aux disciplines de **l'encadrement du crédit.**
- Le contrôle du prix sera rétabli.
- La création de **Magasins-test** (sic)
- Il sera institué « un ensemble cohérent de politique **tendant à des recoupements,** pour mettre un terme à la fraude fiscale » (c'est bel et bien l'annonce d'un renforcement des contrôles), etc...

**En ce qui concerne l'Agriculture :**

- « S'engager dans des formes moins individuelles de production sera encouragé.
- La production agricole sera organisée dans le cadre de la **PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE** (...).
- Les Socialistes sont favorables au principe de la socialisation des moyens de production.
- Création d'offices fonciers chargés d'assurer une meilleure répartition et utilisation du sol », etc...

**Enfin, pour ce qui touche aux libertés fondamentales :**

- Suppression de l'enseignement privé, remplacé par un service « PUBLIC et LAIC » de l'Enseignement.

« Nationalisé, le nouveau système éducatif sera un « Levier » au service de l'ensemble de la politique du Gouvernement de Gauche, dans ses aspects économiques, industriels, culturels ou sociaux (rapport MEXANDEAU) ».

Avec de telles mesures, le système aura irrémédiablement découragé le goût de l'initiative individuelle, du risque et de la responsabilité, et le Pays, comme un fruit mûr sera enfin prêt pour l'Étatisation de son économie.

# NOUS AVONS UNE AUTRE AMBITION POUR LA FRANCE

Nous présentons une nouvelle politique de croissance, fondée **sur la libération des forces productrices,** seule capable d'assurer **le PLEIN EMPLOI.**

- Suppression de la Taxe Professionnelle.
- Allègement de la fiscalité directe en direction des plus modestes et réduction des dépenses de l'ÉTAT.
- Libération des entreprises des entraves administratives paralysantes.
- Relance de l'investissement productif.
- Retour à une PLANIFICATION « Charte de l'Essentiel » entre les partenaires Économiques et Sociaux.

Nous proposons **une Politique Agricole** offensive, **POUR GAGNER,** par la mise en œuvre :

- d'une véritable politique foncière permettant l'installation des jeunes.
- d'une POLITIQUE des REVENUS, par une plus grande fermeté à l'égard des partenaires Européens.
- d'une vraie Politique COMMUNAUTAIRE, par un retour aux principes du Marché Commun Agricole.
- d'une modification du Financement de l'Agriculture, crédit, fiscalité.

**Une Société de Liberté :**

- Maintien du pluralisme scolaire non seulement dans l'enseignement général, mais aussi dans le domaine de la formation professionnelle, technique ou agricole.
- Pluralisme de la presse.
- Encouragement de la démocratie locale.
- Décentralisation Administrative.

---

Inspirée d'une « certaine idée » de la FRANCE, notre action entend se placer **demain** comme **hier**, entièrement au service du Pays. Forts de votre confiance, nous avons durant trois ans, travaillé sur les objectifs que nous nous étions fixés :

- Pour notre CIRCONSCRIPTION : au service de ses habitants, des Collectivités Locales, des entreprises, des Organismes Socio-Professionnels, Syndicaux ou des Associations, pour faire avancer leurs problèmes vers des solutions satisfaisantes.
- Pour notre RÉGION : en assurant les équipements nécessaires à son développement économique, source du progrès social.
- Pour la FRANCE enfin, et c'est d'elle et des Français qu'il s'agit plus que jamais aujourd'hui, au sein d'un RASSEMBLEMENT seul capable d'empêcher les débordements irréversibles des partenaires de la Gauche.

Cette action, nous entendons la poursuivre, c'est notre AMBITION, c'est notre raison d'être.

Au-delà des querelles subalternes qui pourraient vous détourner de l'ESSENTIEL, manifestez, **dès le premier tour**, afin que la situation soit décidément claire, **VOTRE VOLONTÉ D'ENTENTE et D'UNION** au sein de **L'UNION pour la NOUVELLE MAJORITÉ,**

**VOTEZ Charles MIOSSEC,** Candidat du RASSEMBLEMENT,

Député sortant,

**Marguerite CAILL,** Maire de PLOUZÉVÉDÉ, remplaçant éventuel.

VU, LES CANDIDATS.

OFFSET/TYPO/I.M.L./OLLIVIER/LANDIVISIAU

Sciences Po / fonds CEVIPOF